



Diagnostic-inondation

Blavet Ellé-Isole-Laïta



SMBSEIL

SYNDICAT MIXTE BLAVET SCORFF ELLÉ-ISOLE-LAÏTA

Dossier de demande de subvention

au titre du FPRNM



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Subventions pour les travaux

Ce formulaire vous permet de déposer une demande de subvention au titre du Fonds de Prévention des Risques Naturels Majeurs (FPRNM) pour réaliser des travaux de réduction de la vulnérabilité aux inondations dans le cadre d'un programme d'action de prévention des inondations (PAPI).

La Loi n°95-101 du 2 février 1995 et l'Article D561-12-7 du code de l'environnement relatifs au renforcement de la protection de l'environnement ont créé le Fonds de Prévention des Risques Naturels Majeurs (FPRNM, dit « Fonds Barnier »). C'est grâce à ce fonds que vous pouvez bénéficier d'aides financières pour la mise en place de vos travaux.

Les taux de subvention des travaux éligibles au FPRNM sont de :

- 80% pour les particuliers (sur des biens à usage d'habitation ou à usage mixte pour les études et travaux de prévention)
- 40 % pour les entreprises de moins de 20 salariés.

Vous trouvez dans ce dossier deux formulaires de demande de subvention :

- Formulaire « E » : applicable aux bailleurs de biens à usage d'habitation et aux entreprises
- Formulaire « P » : applicable aux propriétaires occupants ou locataires d'un bien à usage d'habitation

Étapes de la demande de subvention :

1. Je réalise des devis auprès d'entreprises pour effectuer les travaux préconisés par le diagnostic de vulnérabilité
2. Je remplis le formulaire de demande de subvention adéquat et l'envoie au SMBSEIL accompagné de toutes les pièces justificatives, pour vérification.
3. Le SMBSEIL envoie la demande de subvention à la DDTM lorsque le dossier est complet ou me recontacte si des éléments sont manquants.
4. La DDTM traite ma demande et m'envoie un arrêté d'accord de subvention. (Maximum 2 mois)
5. Je prends des photos des zones à aménager avant les travaux
6. Dès la réception de l'arrêté je peux signer les devis et débiter mes travaux ou commander mes protections
7. Une fois les travaux effectués, j'envoie le formulaire de demande de paiement au SMBSEIL accompagné de(s) attestation(s) de travaux et des photos avant/après travaux.
8. Le SMBSEIL vérifie mon dossier et l'envoie à la DDTM s'il est complet.
9. La DDTM traite ma demande et me verse la subvention accordée.

FORMULAIRE « E »
APPLICABLE
AUX BAILLEURS DE BIENS À USAGE D'HABITATION
ET AUX ENTREPRISES

CADRE RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION	
Date de dépôt de la demande	Numéro d'enregistrement

1. IDENTIFICATION DU BÉNÉFICIAIRE DE LA SUBVENTION
<p>Le cas échéant, n° SIRET : _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ </p> <p><i>attribué par l'INSEE lors d'une inscription au répertoire national des entreprises</i></p> <p>Nom de l'entreprise ou du bailleur : _____</p> <p>Le cas échéant, taille de l'organisme : _____</p> <p>Adresse du siège social de l'entreprise ou adresse du bailleur : _____</p> <p>Code postal : _ _ _ _ _ _ Commune : _____</p> <p>Cochez une seule des cases ci-dessous :</p> <p>Organisme HLM agréé : <input type="checkbox"/></p> <p>Autre type de bailleur de biens à usage d'habitation : <input type="checkbox"/></p> <p>Exploitant agricole : <input type="checkbox"/></p> <p>Autre cas : <input type="checkbox"/></p>

2. COORDONNÉES DE LA PERSONNE À CONTACTER
<p>Nom : _____ ; Prénom : _____</p> <p>Adresse : _____</p> <p>Code postal : _ _ _ _ _ _ Commune : _____</p> <p>Qualité (gérant, mandataire...) : _____</p> <p>Téléphone fixe : _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ ; Mobile : _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ </p> <p>Mél : _____@_____</p>

3. RÉGIMES D'AIDES APPLICABLES

Je, soussigné(e) (NOM, Prénom), déclare relever du (cocher une seule case) :

- Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne (TFUE) aux aides *de minimis* (dit « *de minimis* général »),
- Règlement (UE) n° 360/2012 de la Commission du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du TFUE aux aides *de minimis* accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général (SIEG) (dit « *de minimis* SIEG »),
- Règlement (UE) n° 717/2014 de la Commission du 27 juin 2014 relatif à l'application des articles 107 et 108 du TFUE aux aides *de minimis* dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture (dit « *de minimis* pêche »),
- Régime d'aides SA 50388 (modifiant le régime SA 39618) « Aides aux investissements dans les exploitations agricoles liés à la production agricole primaire ».

4. DESCRIPTION DU PROJET

Intitulé du projet : _____

Localisation du projet : _____

Adresse : _____

Code postal : |_|_|_|_|_| Commune : _____

Aide demandée pour (cocher une seule case) :

- un (des) bien(s) à usage d'habitation ou à usage mixte (bien(s) à usage à la fois d'habitation et d'activités professionnelles). Dans ce cas, le taux maximal d'aide au titre du fonds de prévention des risques naturels majeurs (FPRNM) est de 80 %, aide plafonnée à 80 % de 10 % de la valeur vénale ou estimée du (des) bien(s) ;
- un (des) bien(s) utilisé(s) dans le cadre d'activités professionnelles. Dans ce cas, le taux maximal d'aide au titre du fonds de prévention des risques naturels majeurs (FPRNM) est de 40 %, aide plafonnée à 20 % de 10 % de la valeur vénale ou estimée du (des) bien(s).

Date prévisionnelle de début de réalisation du projet : /20 (mois, année) _____ / _____

Date prévisionnelle de fin de réalisation du projet : / 20 (mois, année) _____ / _____

Description sommaire du projet : _____

5. DÉTAIL ET MONTANTS DES INVESTISSEMENTS PRÉVUS ET MONTANT DE L'AIDE DEMANDÉE

Il convient de joindre au présent formulaire le diagnostic de vulnérabilité aux inondations mentionné au 6° du I de l'article L. 561-3 du code de l'environnement, ainsi que les devis relatifs aux travaux objets de la demande d'aide.

Rappel : L'ensemble des investissements doivent avoir été identifiés dans le diagnostic de vulnérabilité aux inondations mentionné au 6° du I de l'article L. 561-3 du code de l'environnement et correspondre à l'un des items de l'article 1^{er} de l'arrêté du 21 septembre 2021 établissant la liste des types de travaux de réduction de la vulnérabilité aux inondations éligibles au fonds de prévention des risques naturels majeurs, dans le cadre d'un programme d'action de prévention des inondations,

Libellé de l'investissement	Fournisseur ou prestataire	Item correspondant de l'arrêté susmentionné (indiquer, par exemple a), b), x)...))	Montant du devis (TTC, en €)	Date du devis
			_ _ _ _ _ _ , _ _	_ _ / _ _ / _ _ _ _
			_ _ _ _ _ _ , _ _	_ _ / _ _ / _ _ _ _
			_ _ _ _ _ _ , _ _	_ _ / _ _ / _ _ _ _
			_ _ _ _ _ _ , _ _	_ _ / _ _ / _ _ _ _
			_ _ _ _ _ _ , _ _	_ _ / _ _ / _ _ _ _
			_ _ _ _ _ _ , _ _	_ _ / _ _ / _ _ _ _
			_ _ _ _ _ _ , _ _	_ _ / _ _ / _ _ _ _
TOTAL			_ _ _ _ _ _ , _ _	
MONTANT DE L'AIDE DEMANDÉE			_ _ _ _ _ _ , _ _	
AU TITRE DU FPRNM				

Valeur vénale ou estimée du (des) bien(s) : _____

6. RESPECT DES PLAFONDS DE MINIMIS POUR LES DEMANDEURS HORS EXPLOITATIONS AGRICOLES

Compte tenu des aides *de minimis* que j'ai perçues ou que je vais percevoir, au cours des trois derniers exercices fiscaux incluant l'exercice en cours, déclarées dans la déclaration d'aide *de minimis* ci-jointe, je suis informé(e) que la somme des aides *de minimis* cumulées sur les trois derniers exercices fiscaux incluant l'exercice en cours, y compris celles demandées et que je n'ai pas encore perçues, **ne doit pas dépasser** le plafond d'aides relatif au règlement *de minimis* qui m'est applicable (cf. partie 3 ci-dessus).

Dans le cas contraire, l'aide sollicitée par la présente demande au titre du fonds de prévention des risques naturels majeurs (FPRNM) sera minorée ou ramenée à zéro pour respecter le plafond.

7. RESPECT DU RÈGLEMENT N° 1305/2013 ET DU RÉGIME D'AIDES SA 50388 POUR LES EXPLOITATIONS AGRICOLES

Je déclare :

1. avoir perçu, avoir demandé ou avoir l'intention de demander, pour tout ou partie des investissements prévus partie 5 ci-dessus, une aide dans le cadre du programme de développement rural régional.
2. n'avoir ni perçu, ni demandé, ni l'intention de demander une aide dans le cadre du programme de développement rural régional.

Dans le cas 1 ci-dessus, je suis informé(e) du fait que le taux maximal d'aide publique prévu à l'annexe II du règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et abrogeant le règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil **ne peut être dépassé**. Dans le cas contraire, l'aide sollicitée par la présente demande au titre du fonds de prévention des risques naturels majeurs (FPRNM) sera minorée ou ramenée à zéro pour respecter le taux maximal d'aide.

Montant de l'aide demandée, espérée ou perçue dans le cadre du programme de développement rural régional : |_|_|_|_|_|_| €

Le cas échéant, date de l'accusé de réception de la demande d'aide : le |_|_|/|_|_|/|_|_|_|_|

Dans le cas 2 ci-dessus, je déclare :

- a. avoir perçu, avoir demandé ou avoir l'intention de demander, pour tout ou partie des investissements prévus partie 5 ci-dessus, une autre aide publique (Région, Département...).
- b. n'avoir ni perçu, ni demandé, ni l'intention de demander une autre aide publique.

Dans le cas a ci-dessus :

Montant de l'aide demandée, espérée ou perçue au titre d'une autre aide publique : |_|_|_|_|_|_| €

Le cas échéant, date de l'accusé de réception de la demande d'aide : le |_|_|/|_|_|/|_|_|_|_|

Dans tous les cas, je suis informé(e) du fait que le taux maximal autorisé d'aide publique applicable prévu par le régime d'aides aux investissements dans les exploitations agricoles liés à la production primaire SA 39618, tel que modifié par le régime d'aides SA 50388 **ne peut être dépassé**. Dans le cas contraire, l'aide sollicitée par la présente demande au titre du fonds de prévention des risques naturels majeurs (FPRNM) sera minorée ou ramenée à zéro pour respecter le taux maximal d'aide.

8. ASSURANCE DES BIENS CONCERNÉS

Le dossier de demande d'aide doit inclure :

- a. Un document attestant de la souscription pour les biens faisant l'objet de la présente demande d'aide d'un contrat d'assurance dommages en cours de validité ;
- b. En cas de sinistre déjà survenu, une attestation de l'entreprise d'assurance du propriétaire indiquant le montant des indemnités versées au titre de la garantie contre les effets des catastrophes naturelles et la nature des travaux de remise en état pour lesquels ces indemnités ont été versées, ainsi que la copie des factures d'entreprises ayant réalisé ces travaux ou, dans le cas où ces travaux n'ont pas été réalisés, un devis détaillé permettant d'identifier les travaux de remise en état susceptibles de contribuer à la réalisation des opérations, études et travaux de prévention et le surcoût éventuel généré par ces derniers.

9. ENGAGEMENTS ET SIGNATURE DU DEMANDEUR

Je soussigné(e) (*NOM, Prénom*) : _____

atteste sur l'honneur :

- le cas échéant, avoir pouvoir pour représenter le demandeur dans le cadre de la présente demande d'aide ;
- que les informations ou données portées dans la présente demande d'aide ou provenant d'un système d'échange de données mentionné à l'article L. 113-12 du code des relations entre le public et l'administration, notamment celles relatives aux demandes de subventions déposées auprès d'autres financeurs publics ainsi que, le cas échéant, l'approbation du budget par les instances statutaires, sont exactes et sincères ;
- le cas échéant, que l'organisme bénéficiaire de l'aide est à jour de ses obligations légales, administratives, sociales, fiscales et comptables ;
- le cas échéant, que l'entreprise bénéficiaire de l'aide n'est pas en liquidation judiciaire ou n'est pas en procédure de sauvegarde ou de redressement judiciaire ne disposant pas d'un plan arrêté par le tribunal ;
- que ce projet n'a pas reçu de commencement d'exécution à la date de dépôt de la présente demande d'aide (le commencement se détermine à compter du premier acte juridique qui lie le bénéficiaire de l'aide au fournisseur ou au prestataire : bon de commande, devis signé, premier virement quel qu'en soit le montant, engagement écrit...)

m'engage à :

- fournir au service instructeur les documents nécessaires à l'instruction de mon dossier ;
- utiliser la subvention qui m'est allouée pour la mise en œuvre des travaux mentionnés dans la partie 4 ci-dessus ;
- conserver ou fournir tout document permettant de vérifier l'exactitude de la présente déclaration, demandé par l'autorité compétente, pendant dix années à compter du versement de l'aide demandée dans le présent formulaire ;
- accepter et faciliter les contrôles ;

suis informé(e) que :

- en cas d'irrégularité ou de non-respect de mes engagements, je devrai rembourser en tout ou partie les sommes perçues, sans préjudice des autres poursuites et sanctions prévues dans les textes en vigueur.

Si les travaux sont exécutés par un exploitant ou un gestionnaire locataire des biens, le dossier de demande d'aide comprend en outre une déclaration sur l'honneur du locataire selon laquelle le propriétaire ne s'est pas opposé aux travaux et n'a pas déclaré les entreprendre lui-même.

Fait à _____, le |_|_|/|_|_|/|_|_|_|_|

Signature du demandeur

(signature du bénéficiaire de l'aide ou, le cas échéant, de son représentant légal ou de son mandataire)

9. MENTION LÉGALE

La loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique à ce formulaire. La fourniture des données qu'il contient est obligatoire. La loi vous donne droit d'accès et de rectification pour les données vous concernant, en vous adressant au service auquel vous transmettez ce formulaire.

Récapitulatif des pièces à joindre au formulaire de demande d'aide

1. La déclaration d'aide *de minimis* dûment renseignée, datée et signée ;
2. Le (les) diagnostic(s) de vulnérabilité aux inondations des biens concernés ;
3. La (les) pièce(s) justificative(s) relative(s) à la valeur vénale ou estimée des biens concernés ;
4. Le (les) devis relatif(s) aux travaux faisant l'objet de la demande d'aide ;
5. Un document attestant de la souscription pour les biens faisant l'objet de la demande d'aide d'un contrat d'assurance dommages en cours de validité ;
6. En cas de sinistre déjà survenu :
 1. Une attestation de l'entreprise d'assurance du propriétaire indiquant le montant des indemnités versées au titre de la garantie contre les effets des catastrophes naturelles et la nature des travaux de remise en état pour lesquels ces indemnités ont été versées,
 2. ainsi que la copie des factures d'entreprises ayant réalisé ces travaux,
 3. ou, dans le cas où ces travaux n'ont pas été réalisés, un devis détaillé permettant d'identifier les travaux de remise en état susceptibles de contribuer à la réalisation des opérations, études et travaux de prévention et le surcoût éventuel généré par ces derniers ;
7. Si les travaux sont exécutés par un exploitant ou un gestionnaire locataire des biens, une déclaration sur l'honneur du locataire selon laquelle le propriétaire ne s'est pas opposé aux travaux et n'a pas déclaré les entreprendre lui-même.
8. RIB
9. Lettre de demande de subvention, datée et signée

FORMULAIRE « P »
APPLICABLE AUX
PROPRIÉTAIRES OCCUPANTS OU LOCATAIRES
D'UN BIEN À USAGE D'HABITATION

CADRE RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION	
Date de dépôt de la demande	Numéro d'enregistrement

1. IDENTIFICATION DU BÉNÉFICIAIRE DE LA SUBVENTION
NOM, Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _ _ _ _ _ Commune : _____
N° de sécurité sociale : _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ X X X X X
Téléphone fixe : _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ ; Mobile : _ _ _ _ _ _ _ _ _ _
Mél : _____@_____

2. LE CAS ÉCHÉANT, IDENTIFICATION DU REPRÉSENTANT LÉGAL OU DU MANDATAIRE
NOM, Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _ _ _ _ _ Commune : _____
Téléphone fixe : _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ ; Mobile : _ _ _ _ _ _ _ _ _ _
Mél : _____@_____
Agissant en tant que : <input type="checkbox"/> représentant légal du bénéficiaire <input type="checkbox"/> mandataire du bénéficiaire.

3. DESCRIPTION DU PROJET

Intitulé du projet : _____

Localisation du projet : _____

Habitation principale Habitation secondaire

Adresse : _____

Code postal : |_|_|_|_|_| Commune : _____

Date prévisionnelle de début de réalisation du projet : /20 (mois, année) _____ / _____

Date prévisionnelle de fin de réalisation du projet : / 20 (mois, année) _____ / _____

Description sommaire du projet : _____

4. DÉTAIL ET MONTANTS DES INVESTISSEMENTS PRÉVUS ET MONTANT DE L'AIDE DEMANDÉE

Il convient de joindre au présent formulaire le diagnostic de vulnérabilité aux inondations prévu au 6° du I de l'article L. 561-3 du code de l'environnement, ainsi que les devis relatifs aux travaux objets de la demande d'aide.

Rappel : L'ensemble des investissements doivent avoir été identifiés dans le diagnostic de vulnérabilité aux inondations prévu au 6° du I de l'article L. 561-3 du code de l'environnement et correspondre à l'un des items de l'article 1^{er} de l'arrêté du 21 septembre 2021 établissant la liste des types de travaux de réduction de la vulnérabilité aux inondations éligibles au fonds de prévention des risques naturels majeurs, dans le cadre d'un programme d'action de prévention des inondations,

Le taux maximal d'aide au titre du FPRNM est de 80 %, aide plafonnée à 80 % de 10 % de la valeur vénale ou estimée du (des) bien(s) à usage d'habitation.

Libellé de l'investissement	Fournisseur ou prestataire	Item correspondant de l'arrêté susmentionné <i>(indiquer, par exemple a), b), s)...</i>	Montant du devis (TTC, en €)	Date du devis
			_ _ _ _ _ _ , _ _	_ _ / _ _ / _ _ _ _
			_ _ _ _ _ _ , _ _	_ _ / _ _ / _ _ _ _
			_ _ _ _ _ _ , _ _	_ _ / _ _ / _ _ _ _
			_ _ _ _ _ _ , _ _	_ _ / _ _ / _ _ _ _
			_ _ _ _ _ _ , _ _	_ _ / _ _ / _ _ _ _
			_ _ _ _ _ _ , _ _	_ _ / _ _ / _ _ _ _
			_ _ _ _ _ _ , _ _	_ _ / _ _ / _ _ _ _
TOTAL			_ _ _ _ _ _ , _ _	
MONTANT DE L'AIDE DEMANDÉE			_ _ _ _ _ _ , _ _	
AU TITRE DU FPRNM				

Valeur vénale ou estimée du (des) bien(s) à usage d'habitation : _____

5. ASSURANCE DES BIENS CONCERNÉS

Le dossier de demande d'aide doit inclure :

- a. Un document attestant de la souscription pour les biens faisant l'objet de la présente demande d'aide d'un contrat d'assurance dommages en cours de validité ;
- b. En cas de sinistre déjà survenu, une attestation de l'entreprise d'assurance du propriétaire indiquant le montant des indemnités versées au titre de la garantie contre les effets des catastrophes naturelles et la nature des travaux de remise en état pour lesquels ces indemnités ont été versées, ainsi que la copie des factures d'entreprises ayant réalisé ces travaux ou, dans le cas où ces travaux n'ont pas été réalisés, un devis détaillé permettant d'identifier les travaux de remise en état susceptibles de contribuer à la réalisation des opérations, études et travaux de prévention et le surcoût éventuel généré par ces derniers.

5. ENGAGEMENTS ET SIGNATURE DU DEMANDEUR

Je, soussigné(e) (NOM, Prénom) :

atteste sur l'honneur :

- le cas échéant, avoir pouvoir pour représenter le bénéficiaire dans le cadre de la présente demande d'aide ;
- que les informations ou données portées dans la présente demande d'aide ou provenant d'un système d'échange de données mentionné à l'article L. 113-12 du code des relations entre le public et l'administration, notamment celles relatives aux demandes de subventions déposées auprès d'autres financeurs publics ainsi que, le cas échéant, l'approbation du budget par les instances statutaires, sont exactes et sincères ;
- que ce projet n'a pas reçu de commencement d'exécution à la date de dépôt de la présente demande d'aide (le commencement d'exécution se détermine à compter du premier acte juridique qui lie le bénéficiaire de l'aide au fournisseur ou à l'entreprise : bon de commande, devis signé, premier virement quel qu'en soit le montant, engagement écrit...)

m'engage à :

- fournir au service instructeur les documents nécessaires à l'instruction de mon dossier ;
- utiliser la subvention qui m'est allouée pour la mise en œuvre des travaux mentionnés dans la partie 4 ci-dessus ;
- conserver ou fournir tout document permettant de vérifier l'exactitude de la présente déclaration, demandé par l'autorité compétente, pendant dix années à compter du versement de l'aide demandée dans le présent formulaire ;
- accepter et faciliter les contrôles ;

suis informé(e) que :

- en cas d'irrégularité ou de non-respect de mes engagements, je devrai rembourser en tout ou partie les sommes perçues, sans préjudice des autres poursuites et sanctions prévues dans les textes en vigueur.

Si les travaux sont exécutés par un exploitant ou un gestionnaire locataire des biens, le dossier de demande d'aide comprend en outre une déclaration sur l'honneur du locataire selon laquelle le propriétaire ne s'est pas opposé aux travaux et n'a pas déclaré les entreprendre lui-même.

Fait à _____, le |_|_|/|_|_|/|_|_|_|_|

Signature du demandeur

(Signature du bénéficiaire de l'aide ou, le cas échéant, de son représentant légal ou de son mandataire)

9. MENTION LÉGALE

La loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique à ce formulaire. La fourniture des données qu'il contient est obligatoire. La loi vous donne droit d'accès et de rectification pour les données vous concernant, en vous adressant au service auquel vous transmettez ce formulaire.

Récapitulatif des pièces à joindre au formulaire de demande d'aide

1. Le (les) diagnostic(s) de vulnérabilité aux inondations des biens concernés ;
2. Le (les) devis relatif(s) aux travaux faisant l'objet de la demande d'aide ;
3. Un document attestant de la souscription pour les biens faisant l'objet de la demande d'aide d'un contrat d'assurance dommages en cours de validité ;
4. Si les travaux sont exécutés par un exploitant ou un gestionnaire locataire des biens, une déclaration sur l'honneur du locataire selon laquelle le propriétaire ne s'est pas opposé aux travaux et n'a pas déclaré les entreprendre lui-même.
5. Fiche de renseignements d'identité avec copie de la carte d'identité
6. Relevé d'identité bancaire
7. Lettre de demande de subvention, datée et signée.

Formulaire à compléter et à envoyer accompagné des pièces demandées à

Syndicat Mixte Blavet Scorff Ellé-Isole-Laïta

2 rue du Palud

56650, Cléguer

Ou par mail : inondation@bseil.fr

Ou sur le site internet : www.diagnostic-inondation.fr

Pour toute information complémentaire,

inondation@bseil.fr

02.97.32.50.84

www.diagnostic-inondation.fr

